Thierry Kellner et Nadine Loutfi

L'INFLUENCE DE LA CHINE AU MOYEN-ORIENT

Entre avancées notables et limites persistantes

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP 2024/6

© Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél : 0473 982 820
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

Photos de couverture : En haut - Crédit photo : Le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, et sa délégation ont rencontré le guide suprême de la Révolution islamique, Ali Khamenei. Auteur : Khamenei.ir
En bas - Drapeau chinois - Crédit photo : Pixabay

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-243-8
ISBN : 978-2-87291-244-5 (version e-pub)

Version PDF: https://grip.org/ https://www.grip.org/linfluence-de-la-chine-au-moyen-entre-avancees-notables-et-limites-persistantes-orient

Version PDF :

Les Rapports du GRIP sont également diffusés sur www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne.

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

L'INFLUENCE DE LA CHINE AU MOYEN-ORIENT

Entre avancées notables et limites persistantes

LES RAPPORTS DU GRIP 2024 / 6

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES 3

INTRODUCTION 4

1. UNE PÉNÉTRATION DIPLOMATIQUE ACCENTUÉE DEPUIS LES ANNÉES 2000 6

2. COMMENT EXPLIQUER CES AVANCÉES SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE ? 9

3. L'ESSOR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AMPLIFIÉ PAR LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES DE PÉKIN ET PAR LA BRI 12

4. L'ESSOR DU *SOFT POWER* CHINOIS DANS LA RÉGION 18

5. DES LIMITES IMPORTANTES À LA PRÉSENCE ET À L'INFLUENCE DE PÉKIN 22

5.1. Les revers d'une stratégie diplomatique prudente 22

5.2. Une concurrence économique 24

5.3. Une concurrence technologique et scientifique 26

5.4. Un faible investissement et un manque d'expérience sur les plans militaires et sécuritaires 26

5.5. Des limites en termes de *soft power* 30

CONCLUSION 32

LISTE DES ACRONYMES

AKP	*Adalet ve Kalkınma Partisi*
APL	Armée populaire de libération
BRI	*Belt and Road Initiative*
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
BRICS+	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Égypte, Émirats arabes unis et Éthiopie
C-SIPA	*Comprehensive Security Integration and Prosperity Agreement*
CASCF	*China-Arab States Cooperation Forum*
CCG	Conseil de coopération du Golfe
FDI	*Foreign Direct Investment*
FLN	Front de libération nationale
FOCAC	*Forum on China-Africa Cooperation*
G20	Groupe des vingt
IMEEC	*India-Middle East-Europe Economic Corridor*
IRCICA	*Istanbul Research Center for Islamic Culture and Arts*
IWAAS	*Institute of West Asian and African Studies*
MENA	*Middle East and North Africa*
OCS	Organisation de coopération de Shangaï
ONU	Organisation des Nations unies
RPC	République populaire de Chine
SIPRI	*Stockholm International Peace Research Institute*
UE	Union européenne

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient est aujourd'hui considéré comme un carrefour stratégique où se mêlent des enjeux économiques, politiques et sécuritaires d'une importance majeure pour les grandes puissances mondiales. Sur le plan économique, cette région est traversée par des voies maritimes cruciales pour le commerce international et abrite des opportunités d'investissement dans des secteurs clés tels que les infrastructures et l'énergie, au regard des ressources naturelles dont elle regorge. Politiquement, elle constitue un terrain d'affrontement pour les ambitions géostratégiques de puissants acteurs. Sur le plan sécuritaire, la région est le théâtre de conflits régionaux et de luttes contre le terrorisme, ce qui incite certains de ces acteurs à y maintenir une présence militaire ou diplomatique pour protéger leurs intérêts et essayer de préserver la stabilité. L'ensemble de ces facteurs fait du Moyen-Orient une région où se concurrencent des puissances étrangères pour y exercer une influence et développer, asseoir ou maintenir leur prééminence.

Parmi les acteurs majeurs du système international, la Chine a historiquement joué un rôle plutôt marginal dans cette région. Cette position a évolué depuis le lancement de l'initiative des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative* – BRI) en 2013, au travers de laquelle les relations de Pékin avec les pays du Moyen-Orient ont connu une intensification continue, ne se limitant plus essentiellement au secteur énergétique, mais visant désormais des domaines comme la politique, l'économie, la sécurité ainsi que les échanges culturels et humains. La Chine est ainsi devenue omniprésente dans la région. Fortement dépendant des importations de pétrole et de gaz de cette zone, Pékin s'est positionné comme le principal partenaire économique de nombreux pays de la région. Outre son rôle dans le domaine de l'énergie, le commerce s'est étendu aux productions non-pétrolières et la Chine cherche désormais à offrir des opportunités concurrentielles de développement et de modernisation des infrastructures. Ses investissements se sont accrus et suscitent l'intérêt des pays de la région, également aux vues des possibilités que ses entreprises offrent dans des domaines très divers comme les technologies, les télécommunications, les nouvelles énergies, les services, la construction etc.

Au-delà du commerce, pour étendre son influence, la Chine s'est efforcée de développer des liens avec l'ensemble des pays de la zone tout en restant en retrait en ce qui concerne les conflits régionaux. Récemment, cependant, Pékin a accueilli la cérémonie de signature de l'accord de rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite en mars 2023[1] et, en juillet 2024, celle de l'accord « d'unité nationale » signé entre quatorze organisations palestiniennes – dont le Fatah et le Hamas – pour « mettre fin à la division » entre ces deux grandes factions rivales dans le contexte de la guerre de Gaza[2]. Ce

[1] « Joint Trilateral Statement by the People's Republic of China, the Kingdom of Saudi Arabia, and the Islamic Republic of Iran », *Xinhuanet*, mars 2023.

[2] « Hamas and Fatah sign unity deal in Beijing aimed at Gaza governance », *Al Jazeera*, 23 juillet 2024.

développement inédit, qui semble marquer une nouvelle étape de sa politique au Moyen-Orient, a retenu l'attention des observateurs et des analystes[3]. Les médias internationaux s'en sont fait l'écho, mettant en avant le nouveau rôle diplomatique, et en particulier de « médiateur », que Pékin jouerait dans cette région clé du système international, et ce, au détriment de l'Occident et surtout des États-Unis. Mais au-delà de l'image et du symbole, qu'en est-il réellement des avancées de l'influence chinoise au Moyen-Orient ? Pékin est-il réellement sur le point de remplacer Washington comme acteur principal dans cette zone hautement stratégique et complexe du système international ?

Ce *Rapport* propose de répondre à ces questions. La première partie explore l'expansion diplomatique de la Chine dans la région depuis les années 2000. La deuxième s'intéresse aux facteurs qui l'ont facilitée. La troisième examine les relations économiques – notamment les échanges commerciaux et les investissements – qui se sont approfondies ces dernières années. La quatrième évalue le *soft power* chinois dans cette région. Enfin, la dernière partie de ce rapport met en lumière les limites et les obstacles substantiels à l'influence de Pékin au Moyen-Orient.

[3] ABOUDOUH, Ahmed « The Fatah–Hamas agreement increases Chinese influence in Palestinian affairs. But the road to unity is rocky », *Chatham House*, 24 juillet 2024.

1. UNE PÉNÉTRATION DIPLOMATIQUE ACCENTUÉE DEPUIS LES ANNÉES 2000

Sur le plan diplomatique, la présence de la République populaire de Chine (RPC) s'est incontestablement renforcée ces dernières décennies au Moyen-Orient. Il faut tout de même noter que, dès la Guerre froide, des relations se sont nouées avec les pays de la région. Elles commencent à se construire à la suite de la conférence de Bandung de 1955 où la RPC s'est posée en leader des pays afro-asiatiques et en développement, et en soutien des mouvements révolutionnaires, anticoloniaux et de libération nationale[4]. Des pays arabes dits « *progressistes* »[5] dans la terminologie de l'époque, comme l'Égypte, la Syrie, le Nord-Yémen en 1956 et l'Irak en 1958, ont établi des relations diplomatiques avec elle. Suivront, en Afrique du Nord, le Maroc dès 1958 et la Tunisie en 1964. La RPC est aussi le premier pays non arabe à reconnaître, en décembre 1958, le Front de libération nationale (FLN) comme gouvernement provisoire algérien. Il faut ensuite attendre la décennie des années 1970 pour voir les rapports diplomatiques s'étendre. L'attribution à la RPC du siège permanent de la « Chine » au Conseil de sécurité des Nations unies en 1971 et le rapprochement sino-américain en cours depuis le début de cette décennie y contribueront. C'est dans ce contexte que Pékin noue dès 1971 des liens diplomatiques avec la Turquie, l'Iran, le Koweït et le Liban. Ensuite, avec l'arrivée au pouvoir et le lancement des réformes économiques par Deng Xiaoping, d'autres pays suivront. C'est le cas de la Jordanie en 1977, d'Oman et de la Libye en 1978, des Émirats arabes unis en 1984 et du Qatar en 1988. Cette dernière année, Pékin reconnaît également l'État de Palestine. Bahreïn établit pour sa part des relations officielles avec la RPC en avril 1989. Alors que ses liens avec les pays occidentaux sont mis à mal par les évènements de Tiananmen du mois de juin de la même année, ceux-ci ne freineront pas les relations entre la Chine et les pays du Moyen-Orient. La dégradation des rapports avec les Occidentaux pousse en effet Pékin à se tourner davantage vers les pays « du Sud ». C'est dans ce contexte qu'entre 1990 et 1992, des relations diplomatiques sont établies avec les États du Moyen-Orient qui ne la reconnaissaient pas encore, à savoir l'Arabie saoudite (1990), mais aussi Israël (1992).

Les relations politiques bilatérales avec les pays de la zone se renforcent dans la décennie suivante, en parallèle de la montée en puissance politique et surtout économique de la Chine. Ainsi, la venue en 1999 de Jiang Zemin à Riyad constitue la première visite d'un président chinois dans le royaume saoudien. Jiang conclut un « partenariat stratégique »

[4] Voir pour cette période : SHICHOR, Yitzhak, *The Middle East in China's Foreign Policy 1949-77*, New York, Cambridge University Press, 1979, p. xiii-192.

[5] BENCHEANE, Moustapha, « L'intégration économique arabe », *Revue Tiers Monde*, n°96, vol. 24, 1983, p. 899.

pétrolier qui hisse l'Arabie saoudite aux premiers rangs des fournisseurs de pétrole de la RPC à partir de 2002. L'année 2006 constitue un tournant dans les relations sino-saoudiennes avec la visite du roi Abdallah à Pékin, le premier monarque saoudien à se rendre en Chine. C'est également au début de la décennie 2000 qu'à la demande de plusieurs États arabes, et avec l'avis favorable d'Israël, Pékin nomme pour la première fois, en 2002[6], un « envoyé spécial pour les questions relatives au Moyen-Orient » qui sera particulièrement missionné pour la question israélo-palestinienne. Cinq diplomates se sont succédé à ce poste jusqu'à aujourd'hui.

La BRI lancée par Xi Jinping en 2013 constitue une étape encore plus significative. Elle conduit Pékin à accentuer considérablement ses rapports avec les États de la région. Cette volonté se matérialise par la multiplication de rencontres, de visites diplomatiques de haut rang et par la conclusion de partenariats de différents niveaux. La Chine a ainsi établi des « partenariats stratégiques globaux » (ce qui constitue le plus haut niveau de sa diplomatie des partenariats[7]) avec l'Égypte et l'Algérie en 2014, l'Arabie saoudite et l'Iran en 2016, les Émirats arabes unis en 2018 et Bahreïn en 2024. Elle a aussi conclu des partenariats stratégiques avec la Turquie (2010), le Qatar (2014), l'Irak (2015), la Jordanie (2015), le Maroc (2016), Israël (2017), Oman (2018) et le Koweït (2018). Plus récemment, Pékin a complété son réseau de partenariats bilatéraux dans la région en signant également un partenariat stratégique avec l'Autorité palestinienne (2023), la Syrie (2023), la Tunisie (2024) et la Libye (2024) dans le contexte de ses nouvelles initiatives diplomatiques multilatérales lancées entre 2020 et 2023. Il s'agit de l' « Initiative mondiale sur la sécurité des données » de 2020, de l' « Initiative mondiale pour le développement » (*Global Development Initiative*) de 2021, de l' « Initiative pour la sécurité mondiale » (*Global Security Initiative*) lancée en 2022 – qui sera précisée dans un document de réflexion publié en février 2023[8] – et enfin de l' « Initiative de civilisation mondiale » annoncée en mars 2023**.** Elles complètent la BRI et sont destinées à favoriser la transformation du système international en faveur de Pékin et à contribuer à asseoir son rôle central en son sein[9].

Outre cet aspect bilatéral, la présence et l'activisme diplomatiques chinois se sont aussi manifestés à travers la création de forums « multilatéraux » sino-régionaux – un format que l'on peut qualifier de « multilatéralisme-bilatéral » ou de structure de nature « bilatérale multiple » puisqu'il regroupe un ensemble de pays autour de Pékin. À côté du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) mis en place en 2000 auquel participent certains pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient tels que l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Tunisie ou le Maroc, un Forum de coopération Chine-États arabes (CASCF) a également été créé en

[6] Voir les motivations chinoises, arabes et israéliennes dans DAWN, Murphy C., *China's rise in the Global South: The Middle East, Africa, and Beijing's alternative world order*, Stanford, Stanford University Press, 2022, pp. 98 et sv.

[7] Par ordre décroissant : « partenariat stratégique global » ; « partenariat stratégique » ; « partenariat coopératif global » ; « partenariat de coopération » ; « partenariat coopératif amical ». D'après : « Quick Guide to China's Diplomatic Levels », *SCMP*, 20 janvier 2016.

[8] MFA, PRC, « The Global Security Initiative concept paper », 21 février 2023.

[9] Voir SCHUMAN, Michael, FULTON, Jonathan, GERING, Tuvia, « How Beijing's newest global initiatives seek to remake the world order », *Atlantic Council*, Issue Brief, 21 juin 2023.

2004. Cette initiative de dialogue formel dans dix domaines (entre autres, l'économie et le commerce ; la coopération énergétique ; les relations sino-arabes et le dialogue des civilisations ; les échanges culturels ; l'enseignement supérieur et la coopération scientifique ; l'information ; et la coopération environnementale)[10] réunit les pays de la Ligue arabe (22 membres) autour de la Chine. En 2010, les deux parties à ce « multilatéralisme bilatéral » établissent une relation de coopération renforcée qui s'érige au niveau d'un partenariat stratégique en 2018. Toujours en 2010, se tient la première réunion ministérielle du Dialogue stratégique Chine-Conseil de coopération du Golfe (CCG)[11]. Après le lancement de la BRI en 2013, lors du cycle de dialogue de 2014, les deux parties décident d'élever les relations Chine-CCG au rang de partenariat stratégique. Dans le cadre de cette forme de partenariat, la Chine et les États partenaires s'accordent pour aligner leurs politiques sur les affaires régionales et internationales d'intérêt mutuel. Enfin, en 2016, Pékin publie un Livre blanc consacré aux relations avec les pays arabes[12]. Il constitue une feuille de route pour ses intérêts et ses politiques régionales. Ce document introduit un modèle de coopération « 1+2+3 » : « 1 » représente la coopération énergétique, « 2 » la construction d'infrastructures et la facilitation du commerce et de l'investissement et « 3 » l'énergie nucléaire, les satellites spatiaux et les nouvelles sources d'énergie.

Toujours sur le plan multilatéral, il faut ajouter le fait que Pékin et certains États de la zone – notamment ceux du golfe Persique – se sont rapprochés à travers l'association de ces pays aux dynamiques multilatérales promues par la Chine. Parmi les plus importantes, on compte l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) créée à son initiative en 2001. L'Iran devient observateur à l'OCS dès 2005 avant de devenir membre à part entière en août 2023. La Turquie devient officiellement un partenaire de dialogue de l'OCS en 2013, à l'image de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et du Qatar en 2022, du Koweït et des Émirats arabes unis en mai 2023 et enfin du Bahreïn en juillet 2023. La Syrie en 2015, Israël en 2016 et l'Irak en 2019 ont également exprimé leur souhait de devenir des partenaires de dialogue à l'OCS, tandis que l'Algérie entreprend des procédures pour y prendre une place d'observateur. Pour sa part, Ankara a annoncé en juillet 2024 son intention de devenir membre de l'organisation. Pour être complet, il faut enfin souligner l'élargissement des BRICS – dont la Chine est un membre fondateur – à l'Égypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. L'association de ces pays est officialisée lors d'un sommet du groupe en août 2023. L'année d'après, en juin 2024, ils envoient leurs représentants lors du sommet des BRICS+ à Nijni-Novgorod. Trois mois plus tard, la Turquie exprime sa volonté de rejoindre le groupe.

[10] Pour plus de détails, voir: « The China-Arab States Cooperation Forum (CASCF) », mai 2016.

[11] MFA, PRC, « Press Communiqué of the First Ministerial Meeting of the Strategic Dialogue Between the People's Republic of China and The Cooperation Council for the Arab States of the Gulf », 4 juin 2010.

[12] « Full text of China's Arab Policy Paper », *Xinhua*, 13 janvier 2016.

2. COMMENT EXPLIQUER CES AVANCÉES SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE ?

Sur le plan diplomatique, la Chine a attiré l'attention des pays du Moyen-Orient ces dernières années et cultivé leur intérêt à coopérer avec elle en s'appuyant sur un ensemble de facteurs. Elle bénéficie d'abord d'une mémoire historique qui la démarque des Occidentaux. Elle n'est, en effet, pas associée à l'impérialisme et au colonialisme européens des XIX^{e} et XX^{e} siècles qui ont pesé sur la région, et présente la qualité d'être (relativement) nouvelle sur la scène régionale. Ce statut lui confère un avantage par rapport à certains États occidentaux qui y sont présents depuis longtemps et dont l'engagement dans la zone n'est pas toujours perçu localement d'une manière positive. Plus encore, la RPC se présente comme un pays en développement (发展中国家 *fāzhǎnzhōng guójiā*), non occidental, qui partage avec les États de la région un passé commun de confrontation à l'impérialisme et au colonialisme. Elle tire parti du sentiment anti-américain qui s'y est répandu, et de manière plus générale, de la posture critique que certains régimes adoptent vis-à-vis des Occidentaux qu'elle alimente également. Cela s'illustre par exemple dans ses sévères et récurrentes condamnations de l'interventionnisme américain au Moyen-Orient.

La Chine s'érige ainsi en contrepoids politique – voire même en alternative depuis Xi Jinping – par les possibilités de diversification en matière de politique étrangère et de partenariat qu'elle offre par rapport aux Occidentaux et aux États-Unis en particulier. Elle a par ailleurs promu dans sa politique étrangère sa vision d'un ordre international post-occidental – baptisée « *modèle de coexistence* » par Liselotte Odgaard[13] – qui repose notamment sur les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures, avec comme corolaire un principe de « *neutralité* »[14] à l'égard du système politique. Pékin interprète ces principes de manière plus stricte et conservatrice que les Occidentaux. Ce positionnement est apprécié des nombreux régimes peu démocratiques de la région, lesquels sont souvent pointés par les Européens et les Américains pour leurs violations des droits humains, particulièrement dans le contexte des révolutions arabes de la décennie 2010.

La diplomatie chinoise s'est aussi efforcée de dépasser les divisions régionales – par exemple entre chiites-sunnites – en évitant soigneusement de prendre position[15]. De cette

[13] ODGAARD, Liselotte, *China and coexistence: Beijing's national security strategy for the twenty-first century*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, MD, 2012, 264 p.

[14] Cela signifie qu'en raison du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, Pékin ne conditionne pas ses relations en fonction du type de régime politique des pays étrangers.

[15] Un contre-exemple récent est le soutien apporté par Pékin en décembre 2022 puis en juin 2024, à la position des Émirats arabes unis concernant leur conflit territorial avec l'Iran à propos de l'« occupation

façon, Pékin entretient un partenariat stratégique global à la fois avec Riyad et Téhéran. Autre exemple, tout en ayant historiquement soutenu les Palestiniens, la Chine a établi d'importants liens économiques avec Tel-Aviv. Forte de son image de puissance nouvelle, qui s'attache à se montrer plus neutre et équilibrée que Washington dans ses relations en ne privilégiant pas ou en excluant pas certains partenaires plutôt que d'autres, la Chine s'est impliquée dans les dossiers régionaux pour cultiver cette perception et renforcer son capital sympathie auprès des pays de la zone en mettant en œuvre une diplomatie prudente[16]. Ainsi, bien que traditionnellement, Pékin se montre réticent lorsqu'il s'agit de s'impliquer dans des affaires qui ne sont pas directement liées à sa propre sécurité et peu enclin à intervenir sur de grandes questions internationales, il semble être devenu un acteur diplomatique plus actif ces dernières années. La Chine a notamment pris part aux négociations sur le nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien dans le cadre desquelles ses diplomates ont toutefois évité de tenir des positions clivantes tout en proposant des initiatives. Elle a par exemple proposé d'accueillir des pourparlers de paix et de mettre en place un mécanisme de dialogue tripartite entre lui, les Palestiniens et les Israéliens. Depuis 2013, le président Xi Jinping a par ailleurs présenté au moins trois plans de paix distincts en quatre points, dont le plus récent date de novembre 2023[17].

L'implication croissante de la Chine dans les dossiers du Moyen-Orient ces derniers temps s'inscrit aussi dans le cadre de son initiative de sécurité mondiale (*Global Security Initiative*) citée ci-dessus. Cette dernière constitue la dernière expression du discours international chinois promu par Xi Jinping. Elle vise à remettre en question le système de gouvernance mondiale dominé par les Occidentaux, à délégitimer le rôle des États-Unis – notamment en Asie – et à promouvoir une approche exclusive de la gouvernance de la sécurité dans cette

iranienne » des îles de Grande et Petite Tunbs et d'Abou Musa dans le golfe Persique (voir : LUCENTE, Adam, « In rare clash with Iran, China reaffirms solidarity with UAE over disputed islands », *Al-Monitor*, 3 juin 2024). Ce positionnement n'a guère été apprécié par la République islamique. L'ambassadeur chinois à Téhéran, Cong Peiwu, a en effet été convoqué par le ministère iranien des Affaires étrangères et les médias d'État ont déclaré que « *l'Iran a fait part à l'ambassadeur de Chine à Téhéran de son objection à ce que la Chine soutienne des affirmations sans fondement dans une déclaration commune des Émirats arabes unis et de la Chine* » (voir : « Iran Summons Chinese Ambassador Over Gulf Islands », *Reuters*, 2 juin 2024). À propos des difficultés dans les relations sino-iraniennes dans ce contexte et de la faiblesse de la position de l'Iran pour critiquer Pékin vu sa dépendance, son isolement international et l'asymétrie de leurs rapports dans : HOUGHTON, Benjamin, « With China-Iran ties on rollercoaster, Tehran can only grit its teeth, hang on », *Al-Monitor*, 13 juin 2024.

[16] Le dossier syrien offre un contre-exemple. La position chinoise au Conseil de sécurité des Nations unies, alignée à celle de la Russie, avec l'utilisation de son véto (une dizaine de fois entre 2011 et 2020) dans le cadre de la guerre civile syrienne lui a valu des critiques de nombreux acteurs internationaux (P3, certains membres élus du Conseil, de la majorité des membres de l'Assemblée générale, du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et, de manière plus indirecte, du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon), mais aussi régionaux, notamment de pays arabes qui avaient porté ou soutenu certaines de ces résolutions auxquelles Pékin s'est opposé, de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe. Voir détails de la position chinoise dans: FOOT, Rosemary, *China, the UN, and human protection: beliefs, power, image*, First edition, Oxford, New York, Oxford University Press, 2020, p. 163 et ss.

[17] Voir GHAFAR, Adel Abdel, EL SHEHABY Hana, RAHMAN, Omar H., « China's approach to Palestine and Israel: towards a greater role? », *Middle East Council on Global Affairs Issue Brief*, juillet 2024.

région au profit de Pékin. Elle s'articule autour de six points[18] et renforce les principes fondamentaux de la politique étrangère chinoise codifiés dans les « Cinq principes de la coexistence pacifique ». Appliquée au Moyen-Orient, cette stratégie repose sur un narratif qui met en valeur le respect mutuel, la défense, l'équité et la justice, la non-prolifération, la promotion conjointe de la sécurité collective et l'accélération de la coopération au développement. À travers ces principes, la Chine entend promouvoir dans la région une « *nouvelle architecture de sécurité* ». Cet objectif, qui a été énoncé par Xi Jinping en 2018, est présenté en septembre 2022 sous forme de proposition en quatre points par le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi lors de la cérémonie d'ouverture à Pékin du deuxième Forum sur la sécurité au Moyen-Orient. Pékin met ainsi en avant un « *nouveau concept de sécurité* »[19] fondé sur une sécurité commune, globale, coopérative et durable. Il s'agit, selon les mots de Wang, de « *clarifier la position dominante des pays du Moyen-Orient* », c'est-à-dire que les affaires de sécurité au Moyen-Orient devraient, selon lui, être gérées par les pays de la région – par opposition à l'ingérence des acteurs extrarégionaux, au premier rang desquels les États-Unis si on lit bien entre les lignes – de respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies et d'encourager le dialogue sur la sécurité régionale[20].

[18] L' « initiative de la sécurité mondiale » proposée par Pékin repose officiellement sur six principes fondamentaux : (1) assurer une sécurité collective, indivisible, et durable, (2) respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale, tout en rejetant l'ingérence dans les affaires internes des États, (3) adhérer aux principes de la Charte des Nations Unies, notamment le règlement pacifique des conflits et le refus du recours à la force, (4) tenir compte des préoccupations légitimes de sécurité de tous les pays, (5) favoriser le dialogue et la négociation pour résoudre pacifiquement les différends, (6) coordonner les efforts face aux menaces sécuritaires globales.

[19] WANG, Xinjuan, « Wang Yi calls for efforts in building new security concept in Middle East », *CGTN.com*, 21 septembre 2022.

[20] Voir: MFA PRC, « Wang Yi attends the second Middle East security forum », 21 septembre 2022.

3. L'ESSOR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AMPLIFIÉ PAR LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES ET PAR LA BRI

Ces développements politico-diplomatiques s'établissent en parallèle du renforcement et de la diversification des relations commerciales et économiques de la Chine avec les pays du Moyen-Orient depuis les années 1990-2000. De nombreux accords économiques ont été signés avec la plupart d'entre eux. Les pays de la région, surtout ceux du Golfe, représentent un intérêt économique et commercial pour Pékin en raison de leurs ressources naturelles – notamment les hydrocarbures – et de leurs marchés, mais aussi de leurs capacités d'investissements. À l'inverse, la RPC se positionne comme un importateur d'hydrocarbures et un investisseur majeur, et donc comme un partenaire commercial de première importance pour les États de la région.

Sur le plan énergétique, la RPC est un importateur net de pétrole depuis 1993. Pour répondre à sa demande énergétique, elle a poursuivi une diplomatie tous azimuts visant à sécuriser les ressources pétrolières et gazières étrangères. À compter de la décennie 1990, les importations provenant du Golfe ont considérablement crû. Un modèle de commerce « pétrole contre produits manufacturés et produits finis conventionnels » – tels que les biens électroniques, textiles, biens d'équipements, etc. – s'est progressivement mis en place avec les pays du Moyen-Orient. La Chine a accru sa dépendance aux importations pétrolières (et, dans une moindre mesure, gazières) de cette région, au point que l'énergie peut être considérée comme la pièce maîtresse de son engagement dans cette zone. La Chine devient, en 2017, le premier importateur de pétrole du monde et près de la moitié des 11 millions de barils de pétrole qu'elle importe tous les jours provient des pays du Moyen-Orient. Ainsi, en 2023, l'Arabie saoudite et l'Irak sont respectivement devenus ses seconde et troisième sources d'approvisionnement pétrolier. Ces échanges énergétiques ont alimenté la croissance des volumes du commerce bilatéral en marchandises, passant de 327 milliards USD en 2014 à plus de 390 milliards USD en 2023 (voir tableau 1). Du côté des pays du Moyen-Orient, les opportunités d'investissements que représente le marché chinois en raison de sa taille, la proximité géographique et la facilité d'accès aux ports chinois depuis la région contribuent à faire de la Chine une destination particulièrement prisée pour leurs exportations. Il s'agit même du premier marché d'exportations pour de nombreux pays producteurs du golfe Persique qui y voient aussi un terrain fertile pour les investissements.

Tableau 1. ***Le commerce de marchandises entre la Chine et les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2023, en milliards USD***[21]

Pays (classé par ordre d'importance)	Volume des importations de	Volume des exportations vers	Volume total des importations et exportations	Rang et % (total des échanges) de la RPC dans le commerce extérieur total de ces pays[22]
Émirats arabes unis	34,249	72,391	106,639	1e avec 13,4%
Arabie saoudite	51,370	39,229	90,599	1e avec 18,5%
Irak	30,846	14,237	45,083	1e avec 30,1%
Turquie	3,057	41,598	44,655	3e avec 7,8 %
Qatar	18,019	4,627	22,646	1e avec 18,8%
Iran	3,981	12,927	16,909	1e avec 26,9%
Israël	3,193	10,363	13,556	3e avec 9,4%
Égypte	0,703	10,172	10,875	2e avec 10,3%
Algérie	1,940	8,455	10,395	2e avec 11%
Koweït	0,834	6,838	7,672	1er avec 6,3%
Maroc	0,323	6,967	7,290	2e avec 7 %
Jordanie	0,325	4,223	4,548	1er avec 13,2%
Tunisie	0,021	2,949	2,970	2e avec 6,9%
Bahreïn	0,094	1,988	2,082	5e avec 7,3%
Oman	0,190	1,554	1,744	4e avec 7,1%
Liban	0,012	1,195	1,207	2e avec 9,5%
Libye	0,224	0,516	0,739	2e avec 14,6%
Syrie	0,002	0,615	0,617	6e avec 4,7%
Territoires occupés et Gaza (Palestine)	n.a	0,548	0,548	4e avec 5,9%
Yémen	n.a	0,368	0,368	5e avec 7,7%
Total	149,383	241,76	391,142	

[21] Banque de données du FMI (consulté le 10 octobre 2024) et calculs des auteurs.

[22] Chiffres tirés de: European Commission, « Statistical data on the EU's economic relations » (consulté le 10 septembre 2024).

Le développement des relations économiques de la Chine avec les États du Moyen-Orient s'est aussi accéléré dans le sillage du lancement de la BRI à partir de 2013. En 2020, la Chine a ainsi remplacé l'Union européenne (UE) en tant que premier partenaire commercial des pays du CCG dans le cadre des échanges bilatéraux. Bien que les hydrocarbures restent au cœur du commerce entre la Chine et les pays du Moyen-Orient – et spécialement du golfe Persique – Pékin est aussi le premier partenaire commercial au niveau mondial pour les produits non pétroliers de pays comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran. L'engagement chinois dans le commerce avec les États de la région englobe aujourd'hui tous les secteurs de l'économie. À côté de l'énergie (comprenant désormais les énergies renouvelables dont ses géants industriels nationaux sont des leaders mondiaux), son portefeuille commercial comprend des secteurs comme la construction, l'industrie, la fabrication, la consommation, les services, les finances, l'aviation, les télécommunications, les technologies et le tourisme.

Pour inciter l'utilisation du renminbi (ou yuan) dans les échanges avec les pays de la région, les banques centrales de Chine et des pays arabes ont par ailleurs renforcé leur coopération, amélioré les swaps bilatéraux en monnaie locale[23] et la coopération en matière de compensation du renminbi, et encouragé l'échange direct et le règlement en monnaie locale. Selon le ministère chinois du Commerce, cela a joué un rôle positif dans la facilitation du commerce, mais aussi des investissements bilatéraux et dans la promotion de l'internationalisation de sa monnaie[24]. La Chine a également favorisé la création en 2018 de l'Union bancaire sino-arabe (中国–阿拉伯国家银行联合体 *Zhōngguó-Ālābó guójiā yínxíng liánhétǐ*). C'est le premier mécanisme multilatéral de coopération financière entre la Chine et les pays arabes. Il faut ajouter que Pékin cherche actuellement à accélérer les négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du CCG afin de stimuler encore le commerce[25].

De leur côté, les pays de la région, et spécialement ceux du Golfe, cherchent à diversifier et à moderniser leur économie, y compris dans une perspective post-hydrocarbures. Ils ont rapidement exprimé leur intérêt pour les diverses possibilités offertes par Pékin à travers la BRI. Ils ont œuvré à identifier des secteurs économiques où des synergies pouvaient être mises en place entre leur stratégie nationale de développement économique et l'initiative chinoise. Dans le cadre de leur programme de diversification et de modernisation économiques, des efforts ont été déployés pour stimuler les investissements dans les secteurs non pétroliers. Ainsi, depuis une décennie, presque tous les pays du Moyen-Orient sont devenus membres (à l'exception du Liban), de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank* – AIIB) créée à l'initiative de Pékin[26]. Certains États, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et le

[23] Pékin a signé entre 2012 et 2016 des accords bilatéraux de swap avec quatre pays arabes, à savoir les Émirats arabes unis, le Qatar, le Maroc et l'Égypte.

[24] Ministère chinois du Commerce, « 中国与阿拉伯国家经贸合作. 回顾与展望 2022", 商务部国际贸易经济合作研究院 », sd, p. 44.

[25] « Chinese premier calls for acceleration of FTA negotiation with GCC », *Xinhua*, 11 septembre 2024.

[26] AIIB, « Members and prospective members of the bank », 24 septembre 2024.

Koweït, ont mis en place un fonds d'investissement commun avec la Chine. Dix-neuf pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se sont également liés avec Pékin par des protocoles d'accord de coopération dans le cadre de la BRI[27]. Chaque pays, en fonction de ses objectifs nationaux propres – souvent exprimés dans des stratégies nationales de développement telles que la *Vision 2030* de l'Arabie saoudite[28] – a pragmatiquement cherché à tirer des profits économiques, financiers et technologiques de l'initiative chinoise. Ce choix a accru le degré de coopération avec la Chine dans de nombreux secteurs de leur économie, y compris, à certaines occasions, dans des projets conjoints situés dans des États tiers.

Si on observe le commerce d'un peu plus près, on remarque qu'à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient, l'essentiel des échanges se concentre cependant entre la Chine et les pays du golfe Persique, notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Irak. Ses échanges avec les seuls Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite représentent près de 50% du total de son commerce avec l'ensemble de la région. Ces deux pays constituent donc les piliers du commerce chinois dans la zone, et ce, contrairement à la perception véhiculée par les médias qui tendent plutôt à mettre en évidence les liens sino-iraniens.

Pékin qui, comme le montre le tableau 1, occupe la place de 1e partenaire commercial en marchandises pour de nombreux pays de la région, a par ailleurs accru sa présence – entre autres dans le golfe Persique – sur le plan des investissements et des contrats de construction, ces derniers liés notamment à la mise en place d'infrastructures physiques de communication mais aussi de vastes projets immobiliers dans la zone. Ces contrats sont au cœur de la BRI, mais répondent aussi aux programmes de modernisation économique lancés par certains de ces pays – c'est par exemple le cas de l'Arabie saoudite. La présence chinoise en matière d'investissements s'est surtout accélérée après 2013 comme le montre le tableau 2.

Depuis 2005, la Chine a investi au Moyen-Orient 78,17 milliards USD. Un volume important qu'il faut cependant mettre en perspective de l'ensemble des investissements chinois dans le monde depuis cette période qui équivaut à 1 463,961 milliards USD. À l'échelle globale, l'ensemble du Moyen-Orient n'accueille donc que 5,34% du chiffre susmentionné, ce qui relativise l'importance de cette région comme destination pour les investissements directs étrangers (*Foreign Direct Investment* – FDI) chinois. La majeure partie de ces investissements, soit 62,45%, a surtout été réalisée depuis le lancement de la BRI en 2013. Cette dernière a donc agi comme un accélérateur du développement des relations économiques entre la Chine et les pays du Moyen-Orient. Ces investissements se concentrent dans divers secteurs comme l'énergie, la technologie, les transports, la logistique, etc. Le poids du secteur de l'énergie (hydrocarbures, électricité et énergies nouvelles) doit être souligné. Il rencontre les intérêts chinois, mais aussi locaux. Les nouvelles énergies et l'électricité jouent par exemple un rôle non négligeable dans les plans

[27] Voir la liste dans NEDOPIL WANG, Christoph, « Countries of the Belt and Road Initiative », Shanghai, Green Finance & Development Center, FISF Fudan University, 2023.

[28] YU, Jincui, XING, Xiaojing, « As BRI integrates with Saudi Vision 2030, Chinese firms expect a new peak in cooperation following Xi's visit », *Global Times*, 8 décembre, 2022.

de modernisation économique et énergétique de pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. L'importance des investissements chinois en Israël doit également être relevée. Ce pays est la première destination des FDI de Pékin au Moyen-Orient depuis le lancement de la BRI avec plus de 21 % des investissements totaux. Les domaines d'investissements dans l'État hébreu sont diversifiés (agriculture, santé, technologie, énergie, transports).

Tableau 2. ***Les investissements chinois dans les pays du Moyen-Orient, en milliards USD***[29]

Pays	Total des investissements entre 2005 et le premier semestre 2024	Total des investissements depuis le lancement de la BRI en 2013
Algérie	0,430	0,430
Arabie saoudite	13,93	9,02
Bahreïn	n.a.	n.a.
Égypte	6,68	5,08
Émirats arabes Unis	8,16	7,71
Irak	14,13	3,48
Iran	4,72	0,95
Israël	12,03	10,35
Jordanie	1,96	1,96
Koweït	0,65	0,65
Liban	n.a.	n.a.
Libye	n.a.	n.a.
Maroc	1,46	1,46
Oman	2,55	2,55
Qatar	1,05	0,95
Syrie	3,76	n.a.
Territoires occupés et Gaza (Palestine)	n.a.	n.a.
Tunisie	n.a.	n.a.
Turquie	6,19	4,23
Yémen	0,47	n.a.
Total	78,17	48,82

[29] Banque de données du FMI (consulté le 10 octobre 2024) et calculs des auteurs.

En définitive, la présence de Pékin en termes de commerce et d'investissements s'est donc renforcée au Moyen-Orient dans le sillage de la BRI, et s'est cristallisée autour d'intérêts divers et de partenaires variés. Au premier rang de ceux-ci, on retrouve les monarchies du Golfe – surtout les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – mais aussi l'Égypte, la Turquie et Israël, soit des régimes généralement considérés comme plutôt proches des Occidentaux, mais qui n'hésitent donc pas à explorer et tirer profit des possibilités économiques offertes par Pékin. Ces intérêts croisés contribuent à l'expansion de la présence chinoise dans la zone.

4. L'ESSOR DU *SOFT POWER* CHINOIS DANS LA RÉGION

En parallèle du développement de ses relations économiques et diplomatiques, la RPC cherche à étendre son influence dans la région à travers l'utilisation du *soft power* [30]. La culture et le patrimoine historique jouent, en effet, un rôle central dans la stratégie de projection de son image extérieure. À cet effet, en 2006, la Chine a établi son premier institut Confucius à Beyrouth, au Liban. À la fin du mois de juin 2023, on comptait 23 instituts créés dans différents pays du Moyen-Orient, notamment en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Iran, en Israël, en Jordanie, au Maroc, en Tunisie, dans les territoires palestiniens, à Bahreïn et en Arabie saoudite. Les instituts Confucius ont ainsi pénétré la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et y ont été bien accueillis. Du point de vue de Pékin, l'apprentissage du mandarin constitue un vecteur important de la diffusion de la culture chinoise et, par extension, de l'influence globale de la Chine. D'autres initiatives ont été mises en place dans les domaines culturel et aussi touristique[31]. Xi Jinping a notamment annoncé lors du sommet sino-arabe de septembre 2022 son intention d'encourager la coopération entre 500 entreprises culturelles et touristiques chinoises et arabes, et de former 1 000 talents culturels et touristiques, ainsi que de mettre en œuvre un projet de traduction mutuelle de 100 livres classiques et de 50 programmes audiovisuels[32]. Plus récemment, l'Institut d'études Ouest-Asiatiques et Africaines (*Institute of West Asian and African studies* – IWAAS) de l'Académie chinoise des sciences sociales a coorganisé en juin 2024 avec le Centre de recherche sur l'histoire, l'art et la culture islamiques (aussi connu sous le nom d'*Istanbul Research Center for Islamic Culture and Arts* – IRCICA)[33], le 5e congrès international sur « La Chine et le monde islamique : rencontres

[30] Voir divers aspects dans SHARMA, Anu, « China's Soft Power in the Middle East », in YOUNG-CHAN Kim, *China's engagement with the Islamic nations: a clash or collaboration of modern civilisation?*, Londres, Springer, 2023, p. 23-40.

[31] Le tourisme joue un rôle important dans le domaine du rapprochement culturel, mais aussi en termes économique. Selon les données d'*iPinYou* de septembre 2024, plus de 2 millions de voyages ont été effectués de la Chine vers le Moyen-Orient au cours des douze derniers mois. Les principaux pays de la zone, tels que l'Arabie saoudite, ont reconnu que la Chine était une source importante de visiteurs étrangers avec un vaste potentiel de marché et ont ouvert leurs portes aux touristes chinois en 2019. L'Iran a également commencé à offrir des privilèges sans visa aux touristes chinois la même année. Les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Maroc et Israël ont émergé comme les principaux pays de la région pour les voyageurs chinois au cours de cette période. Pour plus de détails, voir : « Unpacking the surge of Chinese travelers to the Middle East: insights and strategies », *IPinYou.com*, 6 septembre 2024.

[32] «习近平在首届中国－阿拉伯国家峰会上提出中阿务实合作'八大共同行动'», *Xinhua*, 12 septembre 2022.

[33] Il s'agit d'un organe subsidiaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui regroupe 57 États.

culturelles et apprentissage mutuel »[34]. Il vise à renforcer les liens bilatéraux entre la Chine et les États participants, en mettant en avant les aspects culturels, historiques et linguistiques de leurs relations. Il s'agit aussi de rapprocher les peuples afin de favoriser leur proximité et d'approfondir la confiance et la compréhension.

En parallèle de ces vecteurs culturels, la Chine étend aussi son influence à travers ses médias qu'elle utilise comme outil de propagande. Ainsi, la chaîne *CGTV Arabic* implantée aux Émirats arabes unis diffuse des informations qui vantent les succès économiques de la Chine et la présentent sous un jour très favorable, tout en véhiculant des critiques à l'égard des pays occidentaux, et particulièrement des États-Unis. Elle propose aussi des séries télévisées et d'autres émissions chinoises dans des millions de foyers de la région[35].

Pékin a également recours à une politique d'aide pour déployer une image positive. Notamment, durant la pandémie de covid-19, la Chine a promu une « diplomatie médicale »[36] mise en scène par ses représentants diplomatiques[37] et relayée par les médias locaux et par son réseau de médias d'État en langues locales à destination des audiences de la région. Elle joue aussi la carte de la religion par le biais de l'Association islamique de Chine qui mène, notamment via les médias publics chinois de langue arabe ou l'accueil en Chine de délégations venues de la zone MENA, une campagne soutenue de *soft power* à destination des pays du Moyen-Orient. Cette campagne est destinée à véhiculer une image positive du rapport de Pékin à l'islam et aux musulmans. Il est présenté comme contrastant avec les politiques que mèneraient les Occidentaux à l'égard de cette population[38]. Il s'agit en même temps de diluer les critiques concernant la persécution massive des Ouïghours orchestrée par le gouvernement chinois au Xinjiang et le traitement général de l'islam dans

[34] Les congrès précédents de la série « La Chine et le monde islamique : rencontres culturelles » ont eu lieu en 2012, 2015, 2017 et 2019. Pour le détail des interventions académiques à ce 5e congrès, voir : NI, An, « Highlights of the 5th international congress on "China and the Islamic world : cultural encounters and mutual learning" », 11 juillet 2024.

[35] KHURMA, Merissa, « China has a growing presence in Arab hearts and minds », *Mena 360°*, Wilson Center, 5 juin 2023.

[36] Alors qu'il a fait l'objet de critiques pour sa gestion initiale du COVID-19, Pékin a mis en place au début de 2020 une « diplomatie médicale » en partie pour tenter de redorer son image ternie. Il a ainsi expédié à travers le monde des milliards de masques, des millions d'équipements de protection et de kits de test, des experts médicaux chinois ont organisé des vidéoconférences avec leurs homologues étrangers pour partager leur expérience en matière de traitement et de lutte contre les infections, des équipes d'experts médicaux ont également été envoyés dans au moins 24 pays à travers le monde. Pour plus de détails et pour la région du Moyen-Orient, voir : ZOUBIR, Yahia H., « China's 'Health Silk Road' diplomacy in the MENA », Konrad Adenauer Stiftung, *Med Dialogue Serie*, n°27, juillet 2020, 14p.

[37] En Iran par exemple, l'ambassadeur de Chine à Téhéran a remis en février 2020 250 000 masques au ministère iranien de la Santé et de l'Éducation médicale, un évènement qu'il a lui-même relayé en persan sur twitter. Voir : « China's envoy contributes 250,000 masks to Iran over COVID-19 outbreak », *Xinhua*, 25 février 2020. Cette information a également été relayée sur les médias iraniens, photos à l'appui. Voir : « China provides Iran with masks, COVID-19 diagnostic kits», *Tehran Times*, 26 février 2020. Voir aussi à ce sujet : SYFUSS-ARNAUD, Sabine, « Comment Pékin utilise la "diplomatie des masques" comme outil de propagande », *Challenges*, 5 mai 2020.

[38] GREER, Lucille, JARDINE, Bradley, « The Chinese Islamic Association in the Arab world: The use of Islamic soft power in promoting silence on Xinjiang », *Middle East Institute*, 14 juillet 2020.

le pays[39]. Ce dernier fait en effet l'objet d'un processus de « sinisation » lancé en 2016 par Xi Jinping et qui vise à renforcer le contrôle de l'État chinois et à restreindre systématiquement la pratique religieuse musulmane partout en Chine[40].

Pékin se sert aussi de l'éducation afin de gagner les cœurs et les esprits de la jeune génération dans le monde arabe. Il offre ainsi un large éventail de bourses aux étudiants du Moyen-Orient pour qu'ils poursuivent leurs études en Chine. C'est le cas de plus de 15 000 étudiants arabes en 2020 selon le ministère chinois de l'Éducation[41]. Le mandarin remporte d'ailleurs un succès croissant dans les pays de la zone si on en croit un article récent de *China Daily*[42]. La Chine encourage la recherche scientifique conjointe et octroie des bourses gouvernementales d'échange. Elle offre par ailleurs des formations pour des fonctionnaires et des officiels de ces pays. Il s'agit d'étendre ses réseaux d'influence, mais aussi de promouvoir son modèle alternatif de gouvernance au Moyen-Orient. En 2017, elle a ainsi ouvert un Centre d'études sur la réforme et le développement de la Chine et des États arabes à l'Université d'études internationales de Shanghai. Il a pour mission d'offrir diverses formations sur la gouvernance aux responsables arabes. Au cours de ses deux premières années de fonctionnement, le centre a attiré près de 300 participants de 16 pays arabes, dont des ministres égyptiens, syriens et yéménites[43]. Lors du sommet Chine-États arabes de septembre 2022, Xi a en outre annoncé un nouveau plan visant à former 1 500 agents des forces de l'ordre issus de la région à la « police intelligente » et à l'application de la loi sur la cybersécurité[44].

Ces divers efforts paraissent porter leurs fruits. Ainsi, selon une enquête de l'*Arab Barometer* menée en 2022 dans neuf pays de la zone MENA sur base de 23 000 entretiens, la Chine est plus populaire que les États-Unis, le Maroc étant la seule exception où Washington devance Pékin[45]. Dans une autre enquête réalisée en 2023 par la société de relations publiques basée à Dubaï *ASDA'A BCW*, les États-Unis se classent 7e au rang des nations considérées comme « alliées », tandis que la Chine se hisse 2e après la Turquie. 80 % des répondants la considèrent comme un allié de leur pays, contre 72 % pour les États-Unis[46]. Bien que non exhaustifs, ces résultats montrent que le soutien à la Chine a augmenté au fil des années au Moyen-Orient et que Pékin semble y jouir d'une image plutôt positive. On peut cependant s'interroger sur la question de savoir si cette image émane réellement

[39] Voir: United Kingdom, Home Office, « Country policy and information note. China: Muslims (including Uyghurs in Xinjiang) », juillet 2022, 62p.

[40] Voir : Human Right Watch, « Chine : Des mosquées fermées, rasées ou désaffectées dans les régions musulmanes », 22 novembre 2023 (*https://www.hrw.org/fr/news/2023/11/22/chine-des-mosquees-fermees-rasees-ou-desaffectees-dans-les-regions-musulmanes*)

[41] « Exploring the growing trend of Arab students studying abroad in China », *China Schooling Blog*, janvier 2023.

[42] ZHAO, Yimeng, « More young Arabs studying Chinese as appeal spreads », *China Daily*, 30 mai 2024.

[43] YAU, Niva, « Governance Workshops Seek to Promote China's Brand in the Middle East », *Washington Institute for the Near East Policy, Fikra Forum*, 2 avril 2024.

[44] «习近平在首届中国－阿拉伯国家峰会上提出中阿务实合作‘八大共同行动’», op. cit.

[45] Arab Barometer, « US-China in MENA 222 », janvier 2022.

[46] « Arab Youth Survey », ASDA'A BCW, 2023.

de ses efforts ou plutôt d'une sorte de *soft power* négatif résultant d'une méconnaissance relative de la Chine par les opinions locales, ou encore de ses politiques de non-ingérence et de profil bas dans les conflits régionaux qui contrastent avec l'omniprésence, notamment militaire, des États-Unis dans la zone.

Au final, les éléments relevés ci-dessus sont-ils suffisants pour affirmer que Pékin endosse désormais un rôle diplomatique majeur dans la région en passe de marginaliser les Occidentaux, et en particulier les États-Unis ? En réalité, malgré ses progrès et ses capacités significatives sur le plan diplomatique et économique, et la bonne image qu'elle parait y cultiver, l'influence et la présence de la Chine dans la région se heurtent à de très nombreux obstacles.

5. DES LIMITES IMPORTANTES À LA PRÉSENCE ET À L'INFLUENCE DE PÉKIN

5.1. Les revers d'une stratégie diplomatique prudente

Malgré ses ambitions globales et les avancées que nous avons démontrées, l'influence de la Chine au Moyen-Orient rencontre des limites importantes. La RPC est, en effet, encore perçue par de nombreux États de la région comme un acteur diplomatique mineur et nouveau[47] dont les objectifs seraient essentiellement économiques. Du côté de la Chine, ces percées diplomatiques se doivent d'être nuancées au regard du degré d'engagement véritable qu'elle insère dans sa démarche auprès des pays de la région. D'une part, même si elle y a des intérêts manifestes, le Moyen-Orient ne constitue pas sa priorité. Ses préoccupations, en effet, se concentrent avant tout sur la région asiatique qui l'entoure. À titre indicatif, la « Direction stratégique principale » (主要战略方向 *zhǔyào zhànlüè fāngxiàng*) de sa politique de sécurité – c'est-à-dire celle qui détermine où ses forces militaires doivent être le plus prêtes à combattre, avec une attention secondaire pour les autres théâtres d'opérations – désigne l'Asie de l'Est et surtout Taïwan comme sa priorité[48]. D'autre part, il faut noter que, malgré la propagande qui entoure ses succès récents en la matière, la diplomatie chinoise dans la région reste, à plusieurs égards, essentiellement déclaratoire et instrumentale. Pékin cherche à hausser son statut global et à renforcer son capital politique international en se démarquant des États-Unis, dont elle vise à contrebalancer l'influence dans le monde. Par son implication au Moyen-Orient, la Chine cherche aussi à détourner l'attention de Washington de l'Asie de l'Est et à l'obliger à disperser ses forces sur une autre région du monde.

Également, comme évoqué ci-dessus, la Chine opte pour une diplomatie prudente au Moyen-Orient. Cette stratégie a pu être payante jusqu'à un certain point, mais elle reflète en même temps sa réticence à s'impliquer réellement dans les dossiers de la région sur le plan politique, ce qui peut constituer un frein à son statut de véritable acteur diplomatique. Ainsi, la RPC s'attache à projeter l'image d'un médiateur international neutre ne prenant

[47] Voir: « Interview with Jonathan Fulton », *E-International Relations*,17 mars 2024; OLANDER, Eric, « China still not seen as a serious political actor in the Middle East, explains top Sino-Mideast scholar », *The China-Global South Project*, 18 mars 2024.

[48] WUTHNOW, Joel, « Getting to world class: can China's military persevere? », *China Leadership Monitor*, Issue 79, mars 2024.

pas parti pour l'une ou l'autre puissance régionale et capable de faciliter les dialogues entre différentes parties. Toutefois, son action demeure jusqu'ici plus symbolique que substantielle[49]. En effet, tout en se présentant comme un acteur de compromis, Pékin évite de s'impliquer profondément et réellement dans la résolution des conflits en cours. Il ne s'engage qu'à la marge, n'agissant que lorsqu'il y a une opportunité en termes économique ou de prestige à saisir, sans s'exposer à des risques majeurs. Par exemple, dans le cas de l'accord de rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite signé en mars 2023, la Chine n'a endossé un rôle de médiateur entre les deux parties que pendant une courte période et à un stade très avancé des négociations. Les discussions ont été majoritairement promues et organisées en 2021 et 2022 par des acteurs de la région (l'Irak et Oman en particulier) et c'est la volonté de compromis des deux gouvernements, iranien et saoudien, qui a été le principal moteur de l'accord plutôt que l'action de Pékin en soi[50]. Le retentissement médiatique de la finalisation de celui-ci et son annonce en Chine ont néanmoins donné à Pékin l'occasion d'apparaître comme un acteur global important tant au niveau international qu'auprès de sa propre population. Ce succès diplomatique médiatisé contraste pourtant avec son faible niveau d'engagement dans le dossier.

Cette posture peut sembler confortable, mais en réalité, elle constitue aussi une faiblesse. Elle permet à des acteurs plus actifs de prendre des initiatives dans la région au détriment de l'influence chinoise et pourrait aussi être remise en question par des partenaires locaux lassés de son manque réel d'action. Autrement dit, si la RPC, confrontée à des défis plus complexes ou à des situations nécessitant une implication plus directe, devait prendre plus clairement position et s'engager réellement, sa position et son image pourraient être affectées par son inertie. L'absence de réaction de la RPC face aux attaques des Houthis en mer Rouge menées de manière indiscriminée sur des navires commerciaux en est une illustration. Alors qu'elles menacent le commerce de la Chine avec le Moyen-Orient et l'Europe, qu'elles portent atteinte aux intérêts économiques de ses partenaires régionaux – par exemple l'Égypte qui a perdu des milliards USD de revenus liés au commerce transitant par le canal de Suez[51] – et qu'elles créent de l'insécurité en alimentant le chaos régional, Pékin a adopté une attitude passive[52]. Comme l'a relevé Mordechai Chaziza, sa réaction est caractérisée par un « *silence virtuel, sans condamnation significative ni mesures militaires et diplomatiques tangibles* »[53]. La marine chinoise s'abstient de *« participer à la task force lancée par les États-Unis (opération Prosperity Guardian à laquelle plus de 20*

[50] Voir l'analyse de BAGHERINA, Niloufar, « China's marginal involvement in the 2023 Iran-Saudi Arabia Reconciliation », *Asian Affairs*, vol. 55, n°1, 2024, pp. 34-51; AZIMI, Saeed, « The story behind China's role in the Iran-Saudi deal », *Stimson*, 13 mars 2023.

[51] En raison des attaques des Houthis qui ont détourné les navires de la route de la mer Rouge, l'Égypte aurait ainsi perdu environ 6 milliards USD depuis le début de l'année 2024, soit plus de la moitié des revenus escomptés cette année. Ces données proviennent de: « « Yahya Sinwar's big mistake », *The Economist*, 5 octobre 2024, p. 20.

[52] BARNEY, Lauren, GLASSERMAN, Aaron, « China's do-nothing strategy in the Middle East », *Foreign Affairs*, 13 juin 2024.

[53] CHAZIZA, Mordechai, « China's response to the Houthi attacks in the Red Sea », *The Diplomat*, 16 janvier 2024.

pays, dont le Royaume-Uni, Singapour ou Bahreïn participent) pour protéger la navigation dans la région, et ses navires de guerre n'ont pas répondu aux appels de détresse des navires attaqués »[54]. Cette position contraste avec celle de l'Inde dont la marine a déployé des navires de guerre dans la zone pour y établir une surveillance. La marine indienne a par ailleurs procédé à des opérations de sauvetage d'équipages de navires touchés par des missiles tirés par les Houthis[55]. Cette implication de New Delhi l'a d'ailleurs conduit à intensifier ses discussions avec Riyad sur la sécurité maritime[56]. Pour Pékin, cette crise offre certes l'occasion de critiquer l'action de Washington – le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations unies a ainsi souligné que toute réponse militaire menée par les États-Unis risquait de dégrader encore davantage la stabilité au Yémen et dans l'ensemble de la région – mais en même temps, son inaction montre aux yeux de ses partenaires régionaux que la Chine ne prête qu'une importance marginale à leurs intérêts. Même si ses partenaires régionaux hésitent à critiquer trop ouvertement Pékin, cette posture, qui limite son action à ses stricts intérêts, peut avoir pour effet que ceux-ci se tournent vers d'autres partenaires plus actifs tels que Washington, mais aussi New Delhi comme on a pu le constater depuis la fin de l'année 2023.

5.2. Une concurrence économique

Un autre obstacle à l'influence de la Chine au Moyen-Orient réside dans la concurrence avec laquelle elle doit composer sur le plan commercial et économique. En effet, si sa percée est réelle dans ce domaine, elle doit faire face au poids des acteurs occidentaux – les États-Unis et l'UE[57] – mais aussi des pays d'Asie de l'Est – comme le Japon et la Corée du Sud – et d'Asie du Sud. En particulier, les liens de l'Inde avec le Moyen-Orient, notamment le golfe Persique, sont millénaires. Elle est bien présente dans la région avec 9 millions d'Indiens qui s'y sont établis. Avec sa population de plus d'un milliard d'habitants, l'Inde constitue aussi un marché géographiquement proche et attrayant pour les industries émergentes des pays du Moyen-Orient qui opèrent une transition de leurs économies vers une situation post-hydrocarbures, tels que les États du Golfe[58]. Ceux-ci ont par exemple accru leurs investissements dans les infrastructures indiennes depuis la fin des années 2010. C'est le cas des Émirats arabes unis, dont les groupes industriels et les fonds souverains s'intéressent aux grands travaux de l'administration Modi. Abu Dhabi s'est engagé à investir

[54] *Ibidem*.

[55] « Footage shows Indian navy rescuing cargo ship crew after Houthi missile attack », *BBC*, 7 mars 2024.

[56] Voir: « PM Modi discusses maritime security with Saudi Arabia's Prince Mohammed bin Salman », *The Hindu*, 26 décembre 2023; « India explores tighter maritime ties as Saudi naval chief visits », *Arab News*, 12 janvier 2024.

[57] Par exemple, en 2018, le total des investissements directs étrangers de l'UE dans la région du CCG atteignait 76,9 milliards EUR. Le total des échanges de biens entre l'UE et le CCG s'élevait à 97,1 milliards EUR en 2020 alors que le commerce bilatéral de services en 2019 s'élevait à 51,7 milliards EUR. Voir : « EU trade relations with the Gulf region. Facts, figures and latest developments », s.d.

[58] Voir les relations multiformes en expansion de l'Inde avec les pays du Golfe (en outre, soutenues par les Américains et les Européens) dans SHUJA, Asif (éd.), « India-Middle East relations. Opportunities and challenges », *NUS Insights*, 27 février 2024, 95p.

près de 75 milliards USD dans le secteur[59]. Plus récemment, en septembre dernier, le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman et le Premier Ministre indien Narendra Modi ont convenu de former un groupe de travail conjoint pour permettre un investissement saoudien de quelque 100 milliards USD en Inde[60]. On soulignera par ailleurs que le secteur agricole indien joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire des pays du Golfe. Il faut encore indiquer que New Delhi a signé un accord de partenariat économique global avec les Émirats arabes unis entré en vigueur le 1er mai 2022 qui couvre le commerce, les investissements, les droits de propriété intellectuelle, les soins de santé, le commerce numérique et les marchés publics. Notons enfin la création du corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEEC) lancé en septembre 2023 lors du sommet du G20 et qui pourrait sérieusement concurrencer la BRI de Pékin[61].

La concurrence s'observe aussi dans les devises. Ainsi, même si l'on assiste à une croissance de l'importance du Yuan dans le commerce avec les pétromonarchies du Golfe, le « pétroyuan » n'est pas encore prêt de remplacer le « pétrodollar »[62]. À cela s'ajoutent les difficultés que rencontre désormais l'économie chinoise depuis la pandémie de covid-19 et qui pourraient aussi peser sur ses capacités économiques et financières à l'avenir si le gouvernement chinois ne parvient pas à y remédier[63]. Après un repli en 2022, les engagements de la Chine dans le cadre de la BRI sont toutefois repartis à la hausse. Il faudra observer si cette tendance se poursuit en 2024 et au-delà. On notera que pour 2023, l'Afrique est devenue le premier bénéficiaire de l'engagement chinois dans le cadre de la BRI dépassant les pays du Moyen-Orient. La Turquie compte parmi les 19 pays qui ont connu une baisse de 100 % des engagements au titre de la BRI en 2023[64]. De manière générale, dans le cadre de la BRI, en 2023, les pays du Moyen-Orient sont surtout restés la principale destination pour les contrats de construction.

[59] D'après SAMAAN, Jean-Loup, « India, a new key player in the Middle East », *Institut Montaigne*, 10 octobre 2024.

[60] KUMAR, Sanjay, « Saudi Arabia, India eye new cooperation areas as FMs meet in Delhi », *Arab News*, 13 novembre 2024.

[61] Voir à ce sujet RIZZI, Alberto, « The infinite connection: How to make the India-Middle East-Europe economic corridor happen », *ECFR Policy Brief*, 23 avril 2024.

[62] GHULAM, Ali, « China's Achilles' Heel in Relationship with Arab Gulf States », *Foreign Policy*, 3 juillet 2024.

[63] Sur les difficultés rencontrées par l'économie chinoise voir notamment : PETTIS, Michael, « China's coming economic adjustement » in CZELAW TUBILEWICZ, *Critical Issues in Contemporary China. Decoding Xi Jinping's "New Era"* (3th edition), Londres et New York, Routledge, 2025, p. 49-60; AL-HASCHIMI, Alexander, SPITAL, Tajda, « The evolution of China's growth model: challenges and long-term growth prospects », *ECB Economic Bulletin*, Issue 5, 2024; BORST, Nicholas, « How deeply rooted are China's economic woes? », OMFIF, 30 août 2024.

[64] NEDOPIL WANG, Christoph, « China Belt and Road Initiative (BRI) investment report 2023 », Shanghai, Green Finance & Development Center, FISF Fudan University, 5 février 2024.

5.3. Une concurrence technologique et scientifique

La compétition s'étend aussi aux secteurs technologiques et scientifiques. Bien que la coopération de la Chine soit très appréciée dans ces domaines aux vues de son potentiel et de l'expertise de ses compagnies (telles que *Huawei* et *Tencent* qui sont très présentes dans la zone) les Occidentaux demeurent là aussi bien installés et de nombreux pays de la région les considèrent encore comme des partenaires favoris. Dans le cadre de sa rivalité avec Pékin, Washington a, en outre, fait pression pour tenter de limiter la coopération entre les pays de la région dont il est proche et des partenaires technologiques chinois, ce qui constitue une difficulté supplémentaire. Les États-Unis ont ainsi limité les exportations de puces électroniques vers le Moyen-Orient en partie parce qu'ils craignaient que les entreprises chinoises – qui sont exclues des transferts de technologies américaines de pointe – puissent y avoir accès par l'intermédiaire de centres de données situés dans cette région. Le ministre de l'Intelligence artificielle des Émirats arabes unis avait déclaré en juin à *Bloomberg Television* que les inquiétudes des États-Unis étaient justifiées[65]. Les pressions de Washington portent donc des fruits. À titre d'exemple, l'entreprise émiratie *G42*, qui cherche à se positionner comme un leader régional dans le domaine de l'intelligence artificielle, a signé un accord avec *Microsoft* en avril 2024. Ce dernier a nécessité des négociations et des garanties de la part des gouvernements des États-Unis et des Émirats arabes unis concernant la sécurité des échanges de technologies avancées. *G42* a donc été amené à décider de liquider progressivement le matériel chinois et à couper les liens avec les entreprises technologiques originaires de la RPC[66]. Une partie des assurances données par les Émirats arabes unis concernait le retrait des équipements fabriqués par *Huawei* des systèmes de *G42*[67].

5.4. Un faible investissement et un manque d'expérience sur les plans militaires et sécuritaires

Outre les limitations diplomatiques et économiques déjà importantes, le faible investissement de la RPC sur le plan sécuritaire et militaire constitue un autre obstacle de taille à son influence au Moyen-Orient. Sur le plan commercial, Pékin vend certes de plus

[65] OMAR Abeer Abu, « Microsoft, G42 Deepen Ties With Two AI Centers in Abu Dhabi », *Bloomberg*, 17 septembre 2024.

[66] Détails voir : GHULAM, Ali, « China-U.S. Tech Rivalry Enters into the Gulf States », *China US Focus*, 8 mai 2024; SAKELLARIADIS, John, « Microsoft scales back AI partnership with Emirati firm amid concerns over China ties », *Politico*, 1er août 2024; OMAR, Abeer Abu, op. cit, 2024.

[67] Détails voir : CARCHIDI, Vincent, SOLIMAN, Mohammed, « The role of the Middle East in the US-China race to AI supremacy», *Middle East Institute*, Washington, novembre 2024, p. 25 et ss.

en plus d'armements aux pays de la région qui souhaitent diversifier leurs fournisseurs[68], mais la majorité des exportations à destination du Moyen-Orient reste de provenance occidentale. Ainsi, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les États-Unis, la France, l'Italie et l'Allemagne représentent ensemble 81 % des importations d'armes au Moyen-Orient au cours de la période 2019-2023[69]. Sur le plan opérationnel également, les activités militaires et sécuritaires de la Chine dans la région demeurent de basse intensité, voire sont encore marginales compte tenu des défis locaux, et surtout, comparées à celles menées par les États-Unis et les Européens dans la région[70]. Même si la présence américaine a été régulièrement critiquée et est dénoncée par des pays comme l'Iran, Washington fournit des garanties de sécurité à ses alliés régionaux depuis des décennies. Il maintient des bases militaires et un dispositif de sécurité étendu au Moyen-Orient et y dispose de facilités. En octobre 2024, il y avait ainsi quelque 40 000 militaires américains dans la région, dont beaucoup ont été déployés sur des navires en mer. Au total, les États-Unis disposent d'installations militaires sur au moins 19 sites – dont huit sont considérés comme permanents par de nombreux analystes régionaux – dans des pays tels que l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, la Syrie et les Émirats arabes unis. L'armée américaine exploite également d'importantes bases à Djibouti et en Turquie qui contribuent à ses opérations au Moyen-Orient. Tous les pays hôtes ont conclu des accords de base avec Washington, à l'exception de la Syrie, où le gouvernement s'oppose aux forces américaines. Le Qatar accueille le quartier général régional du Commandement central des États-Unis. C'est à Bahreïn, cependant, que se trouve le plus grand nombre de membres du personnel américain affectés en permanence, et qu'est stationnée la cinquième flotte de l'US Navy. Au début du mois d'août 2024, la marine américaine avait plusieurs grandes formations de navires de guerre menant des opérations dans la région, notamment un groupe de frappe de porte-avions et un groupe d'assaut amphibie[71].

De son côté, Pékin n'a jusqu'ici pas développé de capacité de projection militaire comparable. La Chine ne dispose en effet jusqu'à présent que d'une base permanente à Doraleh (Djibouti) ouverte en 2017. Elle abrite des casernes, une zone de transit pour hélicoptères, des installations de stockage souterraines, des installations pour accueillir des véhicules aériens sans pilote (UAV) ainsi que des hangars pour hélicoptères. Elle est également équipée de véhicules blindés et d'autres matériels militaires. Le nombre exact de soldats stationnés est inconnu. Cette base permet à l'APL (Armée populaire de libération) de collecter des renseignements et de mener diverses opérations, notamment de lutte contre la piraterie et le terrorisme, d'évacuation des non-combattants et de maintien de la paix au niveau international. Son expansion se poursuit avec la construction d'un quai de

[68] Détails et analyses voir : SEGEV, Hiddai, RIEMER, Ofek, « Not a flood, but a rising current: Chinese weapons sales to the Middle East », in ORIAN, Assaf, LAVI, Galia, *Israel-China relations: opportunities and challenges*, Tel Aviv, *The Institute for National Security Studies*, 2019, p. 79-100.

[69] RETTMAN, Andrew, « US and EU top arms sales to Middle East and Israel », *EUObserver*, 11 mars 2024.

[70] *Ibidem*.

[71] Les informations de ce paragraphe sont tirées de MASTERS, Jonathan, MERROW, Will, « U.S. troops in the Middle East: mapping the military presence », *Council on Foreign Relations*, 1er octobre 2024.

450 mètres[72]. Un rapport récent de la RAND signale à ce propos que malgré son nom officiel (« base de soutien logistique »), Pékin semble en fait mettre en place à Djibouti les installations nécessaires à une véritable base navale plutôt qu'à une installation de soutien logistique dans le cadre des opérations anti-pirateries. Cette suspicion tient notamment à la construction de cette jetée susceptible d'accueillir les grands navires de combat de surface, les sous-marins et les porte-avions de la marine chinoise – autant de bâtiments qui ne sont pas vraiment adaptés aux opérations de lutte contre la piraterie[73]. Enfin, outre les Occidentaux, Pékin doit, encore une fois, composer avec la concurrence de New-Delhi qui a étendu ses relations militaires avec les pays de la région, spécialement ceux du Golfe Persique[74].

Il faut aussi dire que dans la période post-Guerre froide, la Chine ne s'est pas véritablement illustrée dans des interventions à grande échelle, ce qui peut constituer une faiblesse pour mener des opérations militaires complexes. Rajoutons que sa dernière expérience de combat remonte à 1979. En conséquence, Pékin dispose de moyens militaires qui n'ont pas été testés sur des théâtres d'opérations réels, contrairement aux États-Unis et à d'autres puissances occidentales dont les armées ont été souvent mobilisées au cours de différents types de conflits ces dernières décennies, ce qui leur permet de conserver une influence prépondérante en ce qui concerne les questions de sécurité régionale, de lutte contre le terrorisme et de gestion des conflits au Moyen-Orient. Le manque d'expertise de la Chine sur ces enjeux limite considérablement sa capacité à se rendre crédible auprès des acteurs de la région, et à établir avec eux des relations de confiance qui puissent faire évoluer ses liens diplomatiques, notamment avec les États du Golfe pour lesquels la sécurité est une priorité de leur agenda politique.

À ce titre, il faut souligner que la position de non-intervention pour laquelle opte la Chine dans les affaires intérieures des pays du Moyen-Orient est à double tranchant. Si l'absence de jugement de la RPC sur la façon dont les régimes gèrent leur politique intérieure est appréciée par ceux-ci, l'engagement limité de Pékin dans les enjeux que rencontrent les autorités locales peut, là aussi, compromettre l'établissement de relations approfondies et durables avec les pays de la région qui cherchent des alliances de sécurité concrètes. Par conséquent, même si ces États ont cherché ces dernières années à diversifier leur partenariat et à réduire la dépendance à Washington dans le domaine sécuritaire, il faut bien constater qu'il demeure le partenaire privilégié pour la plupart des pays de la zone – spécialement ceux du golfe Persique à l'exception de l'Iran[75]. Ainsi, en septembre 2023,

[72] D'après MELESE, Abebe Alemu, « The Chinese and American military installations in Djibouti: national and regional security implications», *China Quarterly of International Strategic Studies*, n°3/4, vol. 8, 2022, p. 243-262.

[73] WANG, Howard, BEAUCHAMP-MUSTAFAGA, Nathan, « Not ready for a fight : Chinese military insecurities for overseas bases in wartime », *Rand corporation*, 7 juin 2024 7, 2024.

[74] Voir: JANARDHAN, Narayanappa, « Impact of India-GCC "Strategic" alignment on maritime security », in ARDEMAGNI, Eleonora, *The Security side of Gulf visions. Adapting defence to the connectivity age*, Milan, ISPI, mars 2024, p. 85-98.

[75] Voir: SAMAAN, Jean-Loup, « Evolving Military strategies in the GCC states : the struggle to overcome the dependence on the US », in *The Security Side of Gulf Visions. Adapting Defence to the Connectivity Age*, op. cit., p. 80-83.

Washington a resserré ses liens avec Bahreïn par le biais de l'Accord global de sécurité, d'intégration et de prospérité (C-SIPA)[76]. Depuis l'automne 2023, Riyad et Abou Dhabi ont également commencé à négocier de nouveaux accords de défense avec l'administration américaine pour s'assurer que Washington ne quitte pas la région[77]. En janvier 2024, les États-Unis ont aussi discrètement conclu un accord qui prolonge de dix ans leur présence militaire au Qatar[78] avant de signer avec Doha, en août, un autre accord visant à renforcer la coopération en matière de sécurité[79]. Par ailleurs, en septembre 2024, les Émirats arabes unis ont été désignés « *Major defense partner* » des États-Unis devenant ainsi le deuxième pays à recevoir ce statut après l'Inde en 2021[80]. Selon l'administration Biden, cet accord doit permettre une « *coopération sans précédent entre les forces militaires des États-Unis, des Émirats arabes unis et de l'Inde, ainsi que d'autres partenaires militaires communs, par le biais d'entraînements et d'exercices conjoints et d'une collaboration entre militaires, afin de favoriser la stabilité régionale* »[81].

Toujours sur le plan sécuritaire, notons que la Chine n'a pas non plus forgé de réelle alliance au Moyen-Orient. Si, dans une certaine mesure, elle a participé à des activités de type militaire (par exemple jusqu'en 2024 cinq exercices navals avec l'Iran et la Russie)[82] elle ne dispose pas de véritable relais dans la région, contrairement à Washington qui entretient une alliance avec Israël. Si cette dernière peut être considérée comme un fardeau sous un certain angle, elle n'en demeure pas moins qu'elle constitue un véritable multiplicateur de force pour les États-Unis, étant donné les capacités militaires, technologiques ou en termes de renseignements de Tel-Aviv. Un avantage dont ne dispose pas Pékin. Cela s'explique, comme mentionné ci-dessus, par le choix de la Chine de s'abstenir de toute prise de parti sur le plan stratégique en choisissant de ne pas privilégier un acteur plutôt qu'un autre, et en cultivant l'image d'une puissance médiatrice capable de travailler avec l'ensemble des acteurs de la région. Ce positionnement est destiné à maximiser son influence et ses possibilités de choix en matière de partenariats. Il faut cependant noter que cette position a été quelque peu ébranlée en raison des critiques adressées à Israël dans la guerre qu'elle livre depuis le 7 octobre 2023 à Gaza et au Liban[83]. Cela n'est pas sans conséquence pour

[76] Voir l'importance du volet sécurité et défense dans cet accord: « The United States and Bahrain sign comprehensive security integration and prosperity agreement», *American Journal of International Law* , vol. 118, Issue 1 , janvier 2024 , p. 190-194.

[77] EBRAHIM, Nadeen, « Biden's Gulf allies want an "ironclad" security pact with the US. Here's what it might look like », *CNN,* 10 octobre, 2023.

[78] MARQUARDT, Alex, BERTRAND, Natasha, « US quietly reaches agreement with Qatar to keep operating largest military base in Middle East », *CNN*, 2 janvier, 2024.

[79] « Qatar, US Sign Agreement to Enhance Security Cooperation », *Qatar News Agency*, 4 août 2024.

[80] HELOU, Agnes, « UAE designation as US major defense partner to tighten security ties, could aid F-35 deal: experts », *Breaking Defense*, 24 septembre 2024.

[81] « *Unprecedented cooperation through joint training, exercises, and military-to-military collaboration, between the military forces of the United States, the UAE, and India, as well as other common military partners, in furtherance of regional stability* ». Voir: « Biden administration designates UAE 'major defence partner' in rare move », *Al Jazeera*, 24 septembre, 2024.

[82] « China, Iran and Russia stage joint naval drills in Gulf of Oman », *Al Jazeera*, 12 mars 2024.

[83] PETROPOULOS, Vasilis, « Is it too late for China's Israel policy? », *The Diplomat*, 18 octobre 2024.

Pékin, puisque son image dans l'opinion publique israélienne s'est fortement dégradée depuis le 7 octobre 2023. Selon un sondage datant du mois d'avril 2024, la majorité du public israélien (54%) considère désormais la Chine comme un pays inamical et hostile à Israël. Seule une petite minorité (15 %) la perçoit comme un pays ami ou un allié de Tel-Aviv, tandis que le reste (31 %) a répondu « *ne sait pas* »[84]. Selon les analystes israéliens, la diminution continue du niveau de soutien à la Chine au sein de l'opinion publique israélienne depuis le début de la guerre est principalement due à la position « *clairement pro-palestinienne de la Chine et à son alignement sur l'Iran et l'axe de la résistance contre Israël, les États-Unis et l'Occident* »[85].

5.5. Des limites en termes de *soft power*

Pour terminer sur les limites à l'influence de la Chine au Moyen-Orient, la distance culturelle entre elle et les pays de la zone demeure également très importante, malgré ses efforts visant à y déployer son *soft power*. Celui-ci se heurte à la concurrence de puissances régionales culturellement plus proches comme la Turquie[86], mais aussi d'autres pays, notamment asiatiques, comme le Japon, la Corée du Sud et l'Inde[87]. Le Japon possèderait ainsi le plus grand *soft power* des pays d'Asie au Moyen-Orient grâce aux mangas. Dans le domaine musical et télévisuel cependant, c'est la Corée du Sud qui remporte le plus grand succès avec la K-Pop et le K-Drama[88].

Il faut aussi souligner qu'en dépit d'un intérêt croissant pour les études en Chine, les universités occidentales (en particulier anglo-saxonnes) sont toujours la destination privilégiée des étudiants issus des pays du Moyen-Orient. Également, bien que l'apprentissage du mandarin séduise de plus en plus d'étudiants de la région, l'anglais demeure leur choix de prédilection.

Enfin, la nature athée et autoritaire du régime chinois constitue aussi un frein à son influence, et ce, d'autant plus que la répression des musulmans s'est accrue en Chine ces dernières années[89]. Il faut à ce titre noter la division qui existe entre les pays de la zone MENA à l'égard de la politique menée par la Chine dans la région du Xinjiang. Face aux

[84] BEN TZUR, Roy, EILAM, Shahar, DEITCH, Mora, « What does the Israeli public think about Israel–China relations? », *The International Institute for Security Studies*, 2 mai 2024.

[85] *Ibidem*.

[86] NAVANI, Priyanka, « What's behind the meteoric rise of Turkish dramas in the Middle East », *TRT World*, s.d.

[87] Voir pour ce pays: AHMAD, Waseem, RAHMAN, Anisur, « India's soft power diplomacy towards the GCC countries », *International Journal of Multidisciplinary Trends*, vol. 4, n°1, 2022, p. 209-213.

[88] Voir: SERTIN, Carla, « The unstoppable rise of K-pop and K-drama in the Middle East », *Wired Middle East*, 13 septembre, 2023; « The Curious Case of K-Pop in the Middle East », 1e août 2022.

[89] Voir: « Chine: Les mesures de répression contre les musulmans s'apparentent à des crimes contre l'humanité », *Amnesty International*, 10 juin 2021; « Assessment of human rights concerns in the Xinjiang Uyghur autonomous region », People's Republic of China, OHCHR, 31 août, 2022; THEAKER, Hannah, « China's sinicisation campaign puts Islamic expression on the line », *EastAsiaForum*, 13 mai, 2024.

critiques de l'ONU concernant le traitement des Ouïghours, l'Arabie saoudite, la Syrie, les Émirats arabes unis et l'Égypte ont ainsi publiquement manifesté leur appui à Pékin, quand d'autres comme Oman, le Qatar, l'Algérie, la Turquie ou Israël ne se sont pas associés à ce soutien[90]. En 2022, l'Égypte, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Yémen et les Émirats arabes unis ont signé une déclaration commune avec la RPC qui désapprouve la publication du rapport de l'ONU critiquant la politique menée par Pékin au Xinjiang[91]. Malgré que la Chine soit soutenue par une partie non négligeable des régimes autoritaires de la région et qu'elle déploie des efforts importants visant à masquer sa politique de contrôle et de répression à l'égard de l'islam en général et de sa population musulmane – y compris les Hui, pourtant longtemps privilégiés par le pouvoir et présentés comme une « minorité modèle » – celle-ci pourrait constituer un obstacle potentiel à son influence dans les pays de la zone MENA[92] et auprès de leurs populations. Il est certes difficile d'établir un baromètre de la propension de l'opinion publique à réprouver la répression de la Chine à l'égard des musulmans compte tenu des régimes autoritaires auxquels elle est soumise, ce qui ne facilite ni la circulation d'une information objective ni la liberté d'expression. Certaines enquêtes, cependant, révèlent qu'elle affecte au moins une partie de l'opinion publique. Ainsi, en Turquie, l'AKP (Parti de la justice et du développement) et les médias gouvernementaux cherchent à contrôler et à limiter l'information sur ce sujet étant donné la sensibilité de l'opinion publique turque sur la question de la répression des Ouïghours[93] . De même, en Iran, des voix se sont élevées pour critiquer la politique chinoise, mais aussi la complicité des autorités iraniennes qui mettent tout en œuvre pour faire le silence autour de cette question[94].

[90] PUTZ, Catherine, « 2020 Edition: Which countries are for or against China's Xinjiang policies? », *The Diplomat*, 9 octobre, 2020.

[91] OHCHR, op cit., 2022.

[92] Voir par exemple le cas des relations avec la Turquie: KELLNER, Thierry, FRANGVILLE, Vanessa, « The Uyghur issue in sino-MENA relations: the case of Turkey », in *Routledge Companion to China and the Middle East and North Africa*, Zoubir YAHIA (Ed.),Londres et New York, Routledge, mai 2023, p. 228-239.

[93] YILDIRIM, Nilgün Eliküçük, « The Uyghur issue in Turkey-China relations », *Heinrich-Böll-Stiftung,* 5 avril 2024.

[94] RAMANI, Samuel, « Iran's careful approach to China's Uyghur crackdown», *The Diplomat*, 18 septembre, 2018.

CONCLUSION

La Chine a incontestablement effectué des percées au Moyen-Orient. Son approche diplomatique prudente, le commerce qu'elle effectue avec les pays de la zone, ses investissements économiques dans le cadre de son projet BRI, et l'image positive qu'elle s'est forgée auprès des régimes et des populations de la région en se démarquant des Occidentaux, y ont sans aucun doute contribué. Malgré tout, son influence reste encore limitée et elle se heurte à plusieurs obstacles majeurs qui viennent en tempérer l'ampleur. Ainsi, l'image médiatique d'une Chine en passe de devenir une puissance de première importance au Moyen-Orient et le partenaire étranger privilégié des acteurs de la région se doit d'être relativisée.

En matière de sécurité, la Chine n'est pas prête à concurrencer l'influence militaire historique des États-Unis dont l'engagement reste prédominant, notamment aux vues de leur présence dans la région où ils ont établi des bases stratégiques et des alliances durables. Pékin manque également d'expérience sur le plan militaire, mais aussi diplomatique. Malgré les intérêts réels que représente le Moyen-Orient pour Pékin sur le plan énergétique et des marchés, il se montre encore réticent à s'engager réellement dans la résolution des conflits régionaux. Cette position peine à faire de la Chine un acteur crédible sur lequel les puissances régionales peuvent s'appuyer, même si ceux-ci la perçoivent comme une alternative à leurs partenariats traditionnels et comme une opportunité de contrebalancer Washington, tout en jouant des rivalités qui animent les relations sino-américaines.

Sur le plan économique, bien que les échanges commerciaux et les investissements chinois via la BRI aient renforcé les liens avec certains États du Golfe – en particulier les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – et d'autres partenaires régionaux, Pékin doit encore composer avec la présence de partenaires plus traditionnels et bien établis dans la zone tels que les États-Unis, les pays européens, le Japon, la Corée du Sud ou plus émergents comme la Turquie et surtout l'Inde. À cela s'ajoutent les barrières politiques et sécuritaires auxquelles se heurtent les entreprises chinoises en raison des obstacles posés dans le domaine technologique par la pression américaine sur les marchés locaux.

En termes de *soft power*, la Chine est aussi confrontée à la concurrence posée par d'autres puissances. Son rayonnement est par ailleurs affecté par la distance culturelle avec les pays de la zone qu'elle n'a pas tout à fait réussi à surmonter, et par son traitement des questions des droits humains. Si leur impact au sein de l'opinion publique locale reste difficile à évaluer, ces questions, comme on l'a vu, ne sont pas absentes des préoccupations des populations de la région, et même de certaines élites qui se sont abstenues de manifester leur soutien à la politique menée par la Chine dans la région du Xinjiang.

En somme, l'influence chinoise au Moyen-Orient est confrontée à des défis économiques, géopolitiques et culturels majeurs. Si la Chine souhaite accroître son influence de manière

durable, elle devra élaborer une stratégie plus alignée sur les réalités et dynamiques locales en ne se reposant pas seulement sur ses succès diplomatiques et économiques qui, à plusieurs égards, se doivent d'être nuancés. Pékin devra ainsi jouer un rôle plus actif dans les questions de sécurité et de médiation des conflits en acquérant une connaissance fine de la complexité des enjeux régionaux.

LES RAPPORTS DU GRIP

2020/4 **Résumé du SIPRI Yearbook 2020 - Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 20 p., gratuit

2021/1 **Comment renforcer le rôle de l'UE dans les exportations d'armes**, Maria Camello, Léo Géhin, Federico Santopinto, 28 p., 10 €

2021/2 **Nucléaire iranien. Obstacles et enjeux d'un accord renouvelé entre Washington et Téhéran**, Vincent Eiffling, 36 p., 10 €

2021/3 **La CODECO, au coeur de l'insécurité en Ituri**, Adolphe Agenonga Chober, Georges Berghezan, 30 p., 10 €

2021/4 **Résumé du SIPRI Yearbook 2021 - Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 20 p., gratuit

2021/5 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020**, SIPRI/GRIP, 48 p. , 10 €

2021/6 **Robots tueurs: Le début de la fin?,** Stan Brabant, 28 p., 10 €.

2021/7 **Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante,** Adolphe Agenonga Chober, 28 p. , 10 €

2022/1 **Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes,** Georges Berghezan, 28 p., 10 €

2022/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2022 – Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 32 p., 10 €

2022/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes,** Compendium 2020, GRIP/SIPRI, 52 p. , 10 €

2022/4 **Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR,** Clémence Buchet-Couzy**,** 28 p., 10 €

2022/5 **Un programme en eaux troubles- Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens,** Maïté Bol, 40 p., 10 €

2023/1 **La Turquie, nouveau leader de non-alignés?,** Georges Berghezen, 60p., 10 €

2023/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 24p., 10 €

2023/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes,** Compendium 2023, SIPRI/GRIP, 52 p., 10 €

2023/4 **Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN,** Samuel Longuet, 50 p., 10 €

2024-1 **Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo**, Georges Berghezan, 36 p., 10 €

2024-2 **L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaites: état des lieux et pistes de réflexion**, Maïté Bol, 120 p., 10 €

2024-3 **Hausse des achats d'armement au Viêt Nam et en Thaïlande**, Anne Xuan Nguyen, 36 p., 10 €

2024-4 **Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui**, Christophe Wasinski, 28 p., 10 €

2024-5 **Vendre des armes à Taïwan sans régler «la question de Formose». Les ambigüités états-uniennes et européennes**, Samuel Longuet , 62p., 10 €

Pour commander votre exemplaire de ce Rapport du GRIP, rendez-vous sur www.grip.org / publications / rapports (10 € frais de port inclus)

L'INFLUENCE DE LA CHINE AU MOYEN-ORIENT
Entre avancées notables et limites persistantes

Parmi les acteurs majeurs du système international, la Chine a historiquement joué un rôle plutôt marginal au Moyen-Orient. Des relations diplomatiques se sont tout de même tissées dès les années 1950 avec les pays de la région, sans pour autant que Pékin cherche à y exercer une véritable influence. La montée en puissance politique et économique que connait la Chine à partir de la fin des années 1990, et surtout du début des années 2000, la pousse à davantage se rapprocher des États de la zone. Sa dépendance croissante aux hydrocarbures en est l'élément moteur. Cette position évolue avec le lancement de l'initiative des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative – BRI) en 2013 au travers de laquelle les relations de Pékin avec les pays du Moyen-Orient s'intensifient. Celles-ci, désormais, ne se limitent plus essentiellement au secteur énergétique, mais visent des domaines comme la politique, l'économie, la sécurité ainsi que les échanges culturels et humains.

Sur le plan diplomatique également, la Chine semble, ces dernières années, vouloir s'imposer comme un acteur majeur dans la région. Pékin a accueilli la cérémonie de signature de l'accord de rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite en mars 2023 et, en juillet 2024, celle de l'accord « d'unité nationale » signé entre quatorze organisations palestiniennes – dont le Fatah et le Hamas. Celui-ci vise à « mettre fin à la division » entre ces deux grandes factions rivales dans le contexte de la guerre de Gaza.

Les médias se sont fait l'écho de ces événements, mettant en avant le nouveau rôle diplomatique de la Chine, et notamment de « médiateur », qu'elle jouerait dans cette région clé du système international au détriment de l'influence de l'Occident et des États-Unis en particulier. Mais au-delà de l'image et du symbole, qu'en est-il réellement de la présence, des capacités et du rôle de la Chine au Moyen-Orient?

Thierry Kellner est maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Nadine Loutfi est doctorante, également au Département de science politique de l'ULB. Tous deux sont membres du centre Recherche et études en politique internationale (REPI) et du Centre de recherche sur l'Asie de l'Est (EASt).

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP
2024/6

ISBN : 978-2 87291-243-8